



Extrait du Presse-toi à gauche !

<http://www.pressegauche.org/Des-tontons-macoutes-dans-les-universites-quebecoises>

# Des tontons macoutes dans les universités québécoises ?

- Opinions -

Date de mise en ligne : mercredi 18 avril 2012

---

Copyright © Presse-toi à gauche ! - Tous droits réservés

---

**En tant que professeure universitaire et aussi, en tant que mère d'une étudiante de la l'Université de Montréal, c'est avec une profonde indignation que je prends connaissance des mesures adoptées par l'administration de cette université pour empêcher la mobilisation étudiante.**

En plus d'une campagne de messages quotidiennes d'intimidation envoyés aux étudiants-es et aux professeurs, entre autres stratégies que l'UdM a mise en place, cette université a engagé maintenant de gardes privés en uniforme qui sillonnent les couloirs et les salles de l'université pour contrôler, surveiller, filmer et interpellier tout comportement considéré suspect. La situation devient irrespirable.

Il est inacceptable d'imposer un régime policier et de répression au sein des universités (ni bien sûr, comme forme de gouvernance, dans la société en général). C'est un agir propre aux régimes les plus condamnés, de pur style fasciste, qui rappelle douloureusement les abominables pratiques pinochetistes.

Il s'agit carrément de la criminalisation d'une protestation sociale légitime menée de l'avant par les étudiants-es laquelle, rappelons-le, est soutenue par les professeurs et des vastes couches de la population.

Cette nouvelle mesure ne fait qu'accroître la tension dans cette maison d'études et de monter la colère des étudiants, qui subissent déjà le refus des autorités gouvernementales d'écouter leurs revendications. Les étudiants-es se font humilier dans leurs propres locaux universitaires, ils sont menacés d'arrestation et traités comme des suspects et des délinquants.

La mobilisation actuelle pour l'éducation et la réflexion qu'elle véhicule sur les enjeux contemporains sont rafraichissantes et sont un signe que le Québec compte sur une jeunesse mature et consciente, qui contribue activement à se pencher et à repenser les choix éducatifs. Ceci est une manifestation d'une vitalité et d'un dynamisme rassurants pour l'avenir de notre société. Il est bien clair que la hausse des frais de scolarité, mise en question, est une manifestation de la tendance galopante de privatisation de l'éducation. Face à cela, la récupération de l'éducation comme un droit, est urgente ! On est interpellés à réfléchir, à se positionner et à s'engager dans cette mouvance, et à s'opposer drastiquement aux formes de criminalisation de la mobilisation étudiante, qui se multiplient et qui se manifestent aujourd'hui, à l'Université de Montréal.

Avec quelle morale, la Ministre de l'Éducation exige t-elle que les étudiants dénoncent les mesures d'intimidation et la violence ? Avec quelle morale, peut-on parler de précarité des finances publiques, pour justifier les hausses scolaires, lorsque l'on dépense des milliers de dollars pour multiplier les dispositifs répressifs ?

Plusieurs sont ceux et celles qui publiquement ont alerté sur le risque de dégénération de la situation si le gouvernement s'obstine à ignorer la gravité du contexte et à produire de réels changements face à ce qui est revendiqué. Le gouvernement en est pleinement responsable de la violence suscitée par son obstination à demeurer fermé.

La frustration croissante des étudiants-es est de plus en plus partagée.

Isabel Orellana, Professeure  
Groupe de recherche en éducation et formation relatives à l'environnement

Département de didactique, Faculté des sciences de l'éducation  
Université du Québec à Montréal